INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 24 novembre 2021**

* En hausse à l'ouverture, les marchés européens ont passé l'essentiel de la séance dans le rouge. Après une tentative de retour dans le vert, le CAC 40 a fini en repli de 0,03% à 7042,23 points. L'EuroStoxx50 a pour sa part reculé de 0,06% à 4 281,46 points. Aux Etats-Unis, les indices évoluaient sous leur ligne de flottaison, avec un Dow Jones reculant de 0,29%. Wall Street sera fermé demain pour Thanksgiving et ouvert pour une séance raccourcie vendredi.
* De ce fait, de nombreuses statistiques économiques ont été publiées par avance aujourd'hui. Ainsi, les commandes de biens durables ont reculé de 0,5% en octobre 2021. Le consensus Briefing.com tablait sur une hausse de 0,2% après -0,4% en septembre.
* En revanche, les données liées aux consommateurs ont surpris favorablement. Les revenus des ménages américains ont progressé de 0,5% en octobre 2021 sur un mois, et leurs dépenses ont augmenté de 1,3%. Ces indicateurs étaient attendus respectivement en hausse de 0,2% et 1% par le consensus Briefing.com.
* L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan est ressorti à 67,4 en novembre 2021, selon une estimation finale. L'estimation précédente était de 66,8. En octobre, l'indice était ressorti à 71,7.
* Pour autant, les investisseurs restent préoccupés par la nouvelle vague de Covid touchant l'Europe. Ils s'inquiètent de la menace de nouvelles restrictions ou même de confinements. Après l'Autriche, la Tchécoslovaquie a ainsi décrété un confinement de 15 jours.
* L'euro perd encore 0,50% à 1,1193 dollar, soit son niveau le plus faible depuis l'été 2020. " La peur et l'incertitude reprennent le dessus, alors que le cauchemar du Covid continue. L'Europe est confrontée à une vague d'infections en augmentation rapide. Comme prévu, le marché réagit avec une incertitude accrue, car on ne sait pas s'il existe une menace de nouvelles restrictions ou même de confinements (comme c'est le cas en Autriche) qui pourraient exercer une pression sur l'économie ", explique Commerzbank.

Pour ne pas arranger les affaires de la devise européenne, les statistiques américaines du jour, dont la confiance des ménages et la consommation, sont meilleures que prévu.

* Les stocks américains de brut ont progressé de 1,017 million de barils au cours de la semaine du 19 novembre, selon les dernières données de l'EIA, alors que les analystes s'attendaient à une baisse de 0,481 million. La semaine précédente, les stocks avaient reculé de 2,1 millions de barils. Les stocks d'essence ont quant à eux reculé de 0,603 million de barils, contre -0,461 million attendu et -0,708 million la semaine précédente. En fin de journée, le cours du WTI gagne 0,37% à 78,73 dollars.
* En novembre 2021, le climat des affaires s'améliore de nouveau en France, a indiqué l'Insee. L'indicateur qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité marchands, a gagné deux points. À 114, il dépasse son niveau de juin, déjà très élevé. Il demeure donc largement au-dessus de sa valeur d'avant la crise sanitaire (106) et à plus forte raison de sa moyenne de longue période (100).

" Cette nouvelle amélioration du climat des affaires tient principalement à la hausse des soldes d'opinion concernant l'activité et les effectifs passés dans les services, ainsi qu'à l'amélioration des carnets de commande étrangers dans l'industrie " commenté l'Insee.

* Du fait des conditions particulières rencontrées pendant l’année 2021, le ministère de l’Economie, des Finances et de la Relance a annoncé une augmentation exceptionnelle à 250 euros du plafond des chèques-cadeaux pouvant être remis aux salariés pour les fêtes de fin d’année 2021. " Cette mesure permettra par ailleurs de soutenir le pouvoir d’achat des salariés et l’activité des commerces " a-t-il expliqué.

Pour être exonérés de cotisation et de contribution de sécurité sociale, les chèques-cadeaux distribués en particulier par les Comité sociaux et économiques (CSE) doivent être d'un montant inférieur à 171,40 euros.

**SOCIETES**

* Du côté des valeurs, Elior a reculé légèrement en dépit de perspectives annuelles initialement bien accueillies. En revanche, les valeurs technologiques ont continué d'être sous la pression de la hausse des taux longs.
* La cour d'appel de Paris a condamné Stéphane Richard, le directeur général d'Orange (+0,25% à 9,964 euros), à un an de prison avec sursis et à 50 000 euros d'amende pour complicité de détournements de fonds publics dans l'affaire "Tapie". En 2008, alors que le patron du groupe de télécommunication était directeur de cabinet de la ministre de l'Economie Christine Lagarde, l'Etat avait tranché en faveur du défunt homme d'affaires dans le processus d'arbitrage du Crédit Lyonnais.

La Cour d'appel a estimé que Stéphane Richard avait "commis des actes graves en privilégiant les intérêts de Bernard Tapie au détriment de ceux de l'Etat", rapporte Reuters, bien que la charge de complicité d'escroquerie n'a pas été retenue.

A la sortie du tribunal, Stéphane Richard n'a pas commenté sa condamnation mais a déclaré vouloir se pourvoir en cassation. Le dirigeant n'a pas non plus dit mot concernant son avenir au sein d'Orange, se contentant de déclarer qu'il remettait son mandat "entre les mains du conseil d'administration" du groupe.

* Les choses avancent sur le dossier Europcar (-0,16 % à 0,5122 euro), qui devrait bientôt rejoindre le giron de Volkswagen (-1,80 % à 273,20 euros), 15 ans après l’avoir quitté. L'Autorité des marchés financiers (AMF) a donné son feu vert à la reprise du spécialiste français de la location de véhicules par un consortium emmené par le constructeur automobile allemand. Une offre avait été déposée auprès de l’AMF en septembre dernier, au prix de 0,50 euro par action. Pour cette opération, Volkswagen s'est associé à Attestor Limited et Pon Holdings BV.

" Volkswagen, qui dirige le consortium, est un partenaire commercial de longue date de notre groupe, Pon est un expert des services internationaux de mobilité et Attestor, fort de ses capacités d'accompagnement des transformations, a été un partenaire clé dans notre restructuration financière ", avait déclaré fin juillet Alexandre de Juniac, le président du conseil d'administration d'Europcar.

Ce retour d'Europcar dans l'orbite de Volkswagen va lui permettre de retrouver de la sérénité. La crise du Covid-19 a particulièrement malmené le loueur de véhicules.

* Près d’un mois et demi après l’introduction en Bourse d’OVHcloud, les analystes font connaître leur opinion sur le spécialiste européen du cloud. En Bourse, l’action OVHcloud gagne 3,05% à 20,61 euros alors même que les valeurs technologiques sont sous pression. Il avait été introduit en Bourse, le 24 novembre à 18,50 euros. Sur les 5 notes d’analyste en notre possession, 3 affichent une recommandation favorable.
* L'action HP Inc bondit de près de 10% à 35,30 dollars tandis que le titre Dell s'adjuge 4,81% à 57,30 dollars. Les investisseurs saluent les bons résultats des groupes informatiques, qui bénéficient de l'accélération de la digitalisation du monde.
* Valneva, société spécialisée dans les vaccins, a annoncé avoir signé un accord d’achat anticipé avec la Commission européenne pour la fourniture d’un maximum de 60 millions de doses de VLA2001, son candidat vaccin inactivé contre la COVID-19, pendant une période de deux ans. Cet accord fait suite à l’annonce du 10 novembre dernier concernant l’approbation de l’accord par la Commission européenne.

Selon les termes de l'accord, suite à la revue finale des quantités requises par chacun des États membres de l'Union européenne, Valneva prévoit de fournir 24,3 millions de doses au cours des deuxième et troisième trimestres de 2022, sous réserve de l'approbation réglementaire de l'Agence européenne des médicaments (EMA). La Commission européenne a la possibilité d'augmenter cette commande ferme initiale pour atteindre un total de 60 millions de doses, avec livraison des doses supplémentaires en 2023.

**ANALYSES**

* Le Parlement européen a donné aujourd'hui son feu vert définitif à la nouvelle politique agricole commune après des mois de difficiles négociations. Premier producteur agricole européen devant l'Allemagne et l'Italie, comptant encore environ 400.000 exploitants, la France ne peut se permettre de rater cette étape.

Principal pays bénéficiaire des fonds européens en faveur de l'agriculture, elle doit profiter de ce moment pour ressouder les liens avec des agriculteurs en grande difficulté. Quatre fois moins nombreux qu'il y a quarante ans, ils voient les surfaces agricoles exploitées et le cheptel se réduire.

Dans le même temps, les céréales, la viande, le lait qu'ils produisent sont vitaux pour l'industrie agroalimentaire et le commerce. Une bonne partie d'entre eux ne gagne pas suffisamment d'argent pour vivre. C'est cette équation, compliquée par la nécessité impérieuse de réduire les impacts environnementaux, qu’il faut résoudre.

La politique agricole pèse lourd, 270 milliards pour la période 2023-2027 dont 43,7 pour la France. Mais pour la première fois, les politiques ne pourront plus rétorquer aux agriculteurs : « C'est la faute de Bruxelles ». La nouvelle PAC leur donne en effet la possibilité d'orienter la distribution des aides. Paris doit finaliser d'ici à la fin de l'année la rédaction de son plan stratégique, sachant que 25 % des aides devront être vertes.

La FNSEA a déjà prévenu, cette nouvelle PAC, désormais « verdie », est jugée très exigeante. Ses modalités sont complexes et demanderont des efforts importants aux agriculteurs alors que la concurrence internationale est de plus en plus forte. Et que beaucoup de nos agriculteurs, comme l'ont montré les débats qui ont précédé la rédaction du plan français, éprouvent de grandes difficultés pour vivre.

A l'inverse, les associations de défense de l'environnement estiment que les critères choisis pour attribuer la partie verte des aides sont encore trop timides. Et que la référence à la certification « haute valeur environnementale » est peu pertinente...

Il est temps de réconcilier ces deux mondes. A force de ne pas écouter sérieusement les signaux d'alerte sur les conditions d'élevage, la nécessité de réduire les quantités de pesticide, la protection de la biodiversité, les liens du monde agricole avec la société se sont distendus. Cette nouvelle PAC doit être l'occasion de renouer un dialogue fructueux entre agriculteurs, pouvoirs publics et société civile. De concilier compétitivité agricole et exigence environnementale forte.

**L’AGENDA DU 25 novembre 2021**

**8h00 en Allemagne**

PIB au troisième trimestre

Marchés américains fermés pour **Thanksgiving**